

Une ressource archivistique essentielle : le PIAF et ses nouvelles opportunités

Anne-Marie Bruleaux

Citer ce document / Cite this document :

Bruleaux Anne-Marie. Une ressource archivistique essentielle : le PIAF et ses nouvelles opportunités. In: La Gazette des archives, n°218, 2010. La formation professionnelle : enjeux d'hier et d'aujourd'hui. pp. 147-155;

http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2010_num_218_2_4672

Document généré le 15/03/2017

Une ressource archivistique essentielle : le PIAF et ses nouvelles opportunités

Anne-Marie BRULEAUX

Le Portail international archivistique francophone (PIAF) est aujourd'hui considéré par nombre d'archivistes, tant en France que dans d'autres pays où la langue française reste bien implantée, comme une ressource essentielle pour la formation et la mise à niveau des connaissances en archivistique.

Associée dès les débuts du projet, je rappellerai d'abord les principales étapes ayant abouti au portail d'aujourd'hui, j'évoquerai son public ainsi que son évolution graphique et technologique, et je présenterai enfin ses contenus et la récente évolution vers le Web 2.0 ouvrant de nouvelles perspectives.

Historique du projet

À la fin des années 1990, il était question d'un projet de formation à l'archivistique pour les pays en voie de développement, financé par le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) à hauteur d'un million de dollars US, sous la forme de brochures en anglais, français et espagnol. Ce projet fut confié à l'*International Records Management Trust* (IRMT). Intitulé « *Managing Public Sector Records* », il avait pour ambition de fournir des solutions de niveau international pour la gestion des documents sur papier et sur support électronique tout en développant la mise en œuvre de solutions locales. En 1997, le programme devint un projet commun de l'IRMT et du Conseil international des archives (ICA). Il aboutit à l'édition d'une vingtaine de brochures, de vidéocassettes et d'un cédérom. Tous ces documents étaient alors exclusivement en anglais et fortement orientés vers les pays du

Commonwealth. Toutefois, les directeurs d'Archives des pays d'Amérique latine avaient été impliqués pour une traduction en espagnol : celle-ci vit le jour grâce à la volonté des Archives nationales du Mexique et de l'université de la République d'Uruguay¹. L'ensemble est encore consultable sur le site de l'IRMT².

Mais le français était de reste et les archivistes francophones s'en émurent lors de la Conférence internationale de la Table ronde des Archives (CITRA) de Stockholm en 1998, s'étonnant de constater un tel recul de leur langue dans un projet de l'ICA³. Il leur fut proposé de traduire à leurs frais les documents de l'IRMT et de les adapter à leur contexte archivistique spécifique. Quelques modules furent ainsi traduits avec l'aide de la Banque internationale d'Information des États francophones (BIEF) et de l'Association des archivistes français. Le résultat ne fut guère concluant et se révéla inadapté aux concepts de l'archivistique francophone. Toutefois, on retint la structure pédagogique intéressante de ces modules de formation : la division en leçons, la présentation claire des objectifs et des compétences visées en début de module, des exercices et études de cas à l'appui du texte théorique, la mise en exergue des notions essentielles à retenir dans des encadrés.

Une première réunion, à l'initiative de la Direction des archives de France, eut lieu le 5 janvier 2000 à Paris, sur la coopération internationale des institutions de formation en archivistique. D'emblée furent mis en avant d'une part le besoin de formation en Afrique francophone, et d'autre part l'expérience de l'École de bibliothécaires, archivistes et documentalistes de Dakar (EBAD) en matière de formation ouverte à distance, qui en faisait un partenaire précieux. L'idée de « mettre en commun des ressources pédagogiques sur Internet » recueillit l'unanimité⁴. Dans la foulée, lors d'une autre réunion convoquée par le secrétaire général de l'ICA à Paris, le 25 janvier 2000, Gérard Ermisse proposa de renoncer à la traduction et de concevoir entièrement « un produit

¹ CASAS DE BARRÁN (Alicia) et al., *Gestión de documentos del sector público desde una perspectiva archivística* [en ligne], Montevideo, Universidad de la República, mai 2003, 2 vol. [réf. du 2 mars 2010], disponible sur : <http://irmt.org/educationTrainMaterials.php>.

² International Records Management Trust, <http://irmt.org>.

³ *Accès à l'information, les défis technologiques*, Actes de la XXXIII^e Conférence internationale de la Table ronde des archives (Stockholm, 1998), [Paris], International Council on Archives, [s.d.], 216 p.

⁴ LE POTTIER (Jean), *Compte-rendu de la réunion sur la coopération des institutions de formation en archivistique*, Paris, Direction des archives de France, 5 janvier 2000, 4 p., dactyl.

francophone multiculturel et coopératif»¹. Sous l'impulsion du bureau de la formation de la Direction des archives de France, un groupe de travail constitué des quatre formations universitaires en archivistique alors existantes se rencontra le 13 juin 2000 à Montauban, dans les locaux de l'université de Toulouse-Le Mirail, en raison des compétences développées par son service formation continue - atelier nouvelles technologies de l'éducation, alors dirigé par Éric Castex. Il sortit de cette réunion un début de réflexion sur le contenu des cours mais surtout la nécessité de trouver un financement et de monter un comité de pilotage².

Pour résoudre ces questions, l'Association internationale des archives francophones (AIAF) fut choisie comme porteur du projet. Sous l'impulsion de son président, Moncef Fakh-Fakh, alors directeur des Archives nationales de Tunisie, l'AIAF cristallisa les volontés et mit en place le financement. Au cours d'une réunion qui se tint à Paris les 4 et 5 octobre 2001, elle travailla sur un document de projet rédigé par l'archiviste québécois Daniel Ducharme : pour la première fois, le terme « Portail archivistique francophone » apparaissait³. C'est aussi à cette réunion que l'Institut des nouvelles technologies de l'information et de la formation de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (INTIF) apporta un soutien financier qui fut déterminant pour la concrétisation du projet.

Le séminaire tenu à Tunis du 25 au 28 février 2002 constitue le véritable point de départ de la réalisation du portail. Pendant ces trois jours, trente-cinq participants⁴ (archivistes, formateurs, universitaires) travaillèrent ensemble à ce que l'on pourrait appeler le schéma directeur du futur PIAF. Ils se donnèrent pour objectif de créer « un lieu commun de formation et d'échanges au service de tous les archivistes francophones du monde entier »⁵. Il fut décidé qu'il comprendrait trois volets : un volet « formation » – qui répondait au besoin initialement identifié –, un volet « enseignement et recherche » et un volet d'échanges devant prendre la forme d'un forum professionnel.

¹ ERMISSE (Gérard), « Un projet exemplaire » [en ligne], dans Portail international archivistique francophone, [réf. du 2 mars 2010], disponible sur : <http://www.piaf-archives.org/presentation/un-projet-exemplaire>.

² DEFRANCE (Jean-Pierre), *Compte-rendu de la réunion des institutions de formation à l'archivistique*, université de Toulouse II, département Archives, médiathèque, Montauban, 13 juin 2000, 4 p., dactyl.

³ DUCHARME (Daniel), *Portail archivistique francophone : document de projet*, Montréal, Association internationale des archives francophones/Conseil international des archives/Direction des archives de France/Archives nationales du Québec, 15 septembre 2001, 10 p., dactyl.

⁴ Ill. 1, p. IV

⁵ ERMISSE (Gérard), *op. cit.*

Le premier volet, considéré comme le plus urgent à mettre en œuvre, fit l'objet d'une attention particulière : à l'issue du séminaire, sa structure était déterminée, la liste des cours et des modules fixée quasiment à l'identique de ce qu'elle est encore aujourd'hui. De plus, était choisie comme coordinatrice une archiviste française ayant enseigné à l'École des sciences de l'information à Rabat, Marie-Édith Brejon de Lavergnée¹, dont l'impulsion sans relâche s'avéra jouer un rôle déterminant dans la rédaction et la mise en ligne des cours.

Une équipe de 23 auteurs fut constituée, réunissant plusieurs Français et Québécois, un Sénégalais et un Suisse. Les expertises de l'université de Toulouse-Le Mirail et de l'École des bibliothécaires, archivistes et documentalistes de Dakar en matière de formation ouverte à distance furent mises à profit. Une équipe de Toulouse-Le Mirail a notamment fourni tout au long du projet, et encore aujourd'hui, les solutions techniques. Il convient enfin de rappeler que le portail, grâce au soutien de la Direction des archives de France, est hébergé sur le serveur du ministère de la Culture français.

Par son financement autant que par la diversité de ses auteurs, le PIAF s'affichait désormais clairement comme un projet pluriel à bien des égards : multi-partenarial et international par la multiplicité des institutions lui ayant apporté soutien moral et financier, pluridisciplinaire par la diversité de ses auteurs (archivistes et universitaires, mais également informaticiens, ingénieurs et techniciens).

Un prototype du portail fut présenté au Congrès international des archives de Vienne en août 2004. Le portail fut inauguré à Tunis à l'occasion du Sommet mondial de la société de l'information le 17 novembre 2005 mais seul le volet formation, appelé finalement « se former », était totalement réalisé. C'est en juillet 2006 que le volet enseignement et recherche, sous la rubrique « se documenter » fut mis en ligne. Le troisième volet, prévu pour les échanges, connut une évolution importante par rapport au projet originel. L'idée d'un forum fut rapidement abandonnée : un risque de double emploi était possible avec d'autres forums existants, tel celui de l'Association des archivistes français, qui est, de fait, ouvert aux francophones. Il prit alors la forme en janvier 2007 d'un espace professionnel : initialement dédié entièrement à la pédagogie en enseignement de l'archivistique, il vient d'être complété par un espace de travail collaboratif ouvert aux professionnels.

¹ Voir pour plus d'information la page à l'adresse suivante : <http://www.piaf-archives.org/presentation/cv/me-brejon>.

Le public du PIAF

Dès l'origine, le portail ciblait un public large : visant en priorité le personnel en poste dans les services d'archives ou en charge d'archives sans aucune formation initiale, il s'adresse également à toute personne ou organisme concerné par la gestion des archives et des documents électroniques. C'est aussi un lieu où des archivistes professionnels peuvent venir approfondir certains aspects du métier ou mettre à jour leurs connaissances. Enfin, il souhaite apporter un support supplémentaire aux organismes de formation et aux étudiants concernés par la gestion des archives.

De fait, le public rencontré est pour le moment essentiellement constitué d'archivistes professionnels, formés ou non, et d'étudiants. En 2009, le PIAF a reçu en moyenne 8500 visites par mois. Les visiteurs provenaient de 143 pays, de zones majoritairement francophones, principalement et dans l'ordre la France, le Maghreb, le Québec, la Belgique et l'Afrique de l'Ouest. Cependant, le PIAF est ouvert au monde entier et les États-Unis, par exemple, arrivent en onzième place. Le temps passé sur le site est de six minutes en moyenne et 62 % des visiteurs ont consulté au moins une deuxième fois. 10 % des internautes y ont passé plus de trente minutes.

Un projet évolutif

Le PIAF est un projet en perpétuelle évolution, tant du point de vue des contenus, que de l'esthétique et de la technologie.

Pour répondre à leurs objectifs, les contenus doivent être mis à jour périodiquement. L'évolution des technologies et des pratiques nécessite une révision ainsi qu'un enrichissement et une modernisation des cours : c'est le grand chantier ouvert actuellement pour plusieurs modules du volet « se former ». Quant au volet « se documenter », il est, par nature, en accroissement permanent.

Sur le plan graphique, l'évolution tend à rendre le portail toujours plus clair et facile d'utilisation malgré sa richesse. Ainsi, depuis sa mise en ligne en 2005, le PIAF a déjà connu trois configurations graphiques comme en témoignent les copies d'écran proposées en illustrations¹. La deuxième version a été présentée en avant-première au Congrès des archives de Kuala-Lumpur en juillet 2008. Elle bénéficiait surtout d'une amélioration de l'ergonomie et d'un graphisme plus

¹ Ill. 2, 3 et 4, p. V à VII

moderne. En revanche, la troisième, inaugurée lors de la Semaine internationale des archives francophones à Dakar le 20 octobre 2009, correspond à une évolution technologique majeure.

Depuis ses débuts, le PIAF a utilisé trois types de solutions informatiques. En 2003, le démarrage se fit sur la plateforme de mise en ligne de cours GALATEA. Pour l'ouverture du site en 2005, c'est NUXEO qui fut choisi : outil de portail collaboratif et de gestion de contenu, il favorisait la souplesse et garantissait la pérennité du portail par son utilisation du langage XML. Enfin, la dernière évolution vient de se produire avec la propulsion du portail dans le Web 2.0. Il a été choisi d'abandonner NUXEO pour passer à un montage d'outils diversifiés et dédiés à chaque usage : ainsi, les pages du portail et les éléments d'actualités sont gérés par Drupal, un système de gestion de contenu ; le volet « se former » utilise désormais une plateforme Moodle, très répandue dans le monde éducatif, et le logiciel Scenari-Opale pour la structuration du contenu et la médiatisation des cours qui ont été entièrement repris avec ce nouvel outil. De plus, est également proposé en commun avec l'espace professionnel le gestionnaire de portfolios Mahara. Enfin, le volet « se documenter » fait appel à des logiciels métiers et à la technologie des entrepôts OAI. Cette évolution permet au PIAF de s'ouvrir largement sur le monde extérieur par l'utilisation de normes (telle la norme SCORM pour les cours) et de standards (comme le langage XML ou le protocole OAI-PMH) favorables à l'interopérabilité.

Pour informer l'internaute de toutes ces évolutions et des projets de l'équipe du portail, une lettre d'information, le *Cri du PIAF*, est diffusée depuis 2007 à tous ceux qui s'y abonnent.

Le contenu et les nouvelles opportunités du PIAF

Comme nous l'avons annoncé, le PIAF comporte aujourd'hui trois grandes rubriques : « se former », « se documenter », « espace professionnel ».

Le volet « se former » offre gratuitement à tous les internautes, sans aucune inscription préalable, un ensemble de sept cours répartis en quatorze modules : le tout représente plus de 1800 pages et équivaut à une formation d'environ 200 heures. Le premier cours introduit aux fondamentaux de l'archivistique, précise les principes et les notions de base. Le deuxième traite des principes généraux de la législation archivistique et de la déontologie. Les trois cours suivants couvrent l'ensemble de la chaîne de traitement archivistique pour l'intégralité du cycle de vie des documents. Un sixième cours est

particulièrement précieux pour une personne chargée de la création et de la gestion d'un service d'archives. Enfin, le septième cours intitulé « partenariats et coopération » évoque la nécessité du travail en réseau, l'importance des associations professionnelles et les ressources du réseau Internet. Cet ensemble de cours est sous-tendu par un certain nombre de grands principes : la vision intégrée d'une archivistique commune à travers des pratiques pourtant différentes, l'harmonisation des concepts, le lien entre théorie et pratique. Il est par ailleurs complété par de nombreuses illustrations (979 dans les cours et 59 galeries d'images indexées), des animations¹, des exercices autocorrectifs, sous forme de questionnaires ou de fichiers Flash plus ludiques², et un glossaire. Chaque module, enrichi d'une bibliographie sommaire³, est accompagné d'une présentation des auteurs et d'une introduction précisant les objectifs pédagogiques et donnant des conseils d'apprentissage.

Le volet « se documenter », dédié à l'échange et au partage d'informations, réunit les actualités, deux annuaires, une base de données bibliographique, une galerie multimédia et un recueil de textes. L'annuaire des annuaires donne un accès par pays à des sites web fédérateurs réunissant de nombreuses références d'institutions et de ressources sur Internet. L'annuaire proprement dit compte près de 500 notices sur les institutions, associations, écoles et centres de documentation d'archivistique francophone offrant des contenus en ligne. La base de données bibliographique a été et est encore aujourd'hui en grande partie alimentée par l'Association des archivistes du Québec. Elle comprend essentiellement des références francophones mais également quelques titres dans d'autres langues dans la mesure où ils peuvent faire avancer l'archivistique francophone. Elle permet de faire des recherches par auteurs, mots du titre, types de document et mots-clés, avec possibilité de combiner les critères. L'affichage des résultats peut se faire par ordre alphabétique d'auteurs, de titres ou de types de documents. Il est aussi possible d'exporter les résultats de recherche, sous différents formats réutilisables, dans des outils d'édition bibliographiques (Endnote, XML, BibTex) et chaque référence est liée à Google Scholar. La galerie multimédia présente une banque de données audiovisuelle ayant trait aux différents aspects du métier d'archiviste : encore peu alimentée, elle est appelée à se développer. Enfin, le recueil de textes met à

¹ Par exemple, dans le module 12 (Valorisation des archives), section 2, chapitre 4, sous-chapitre 4.1.5, « Cas pratique : emprunt d'une exposition ».

² Par exemple, dans le module 8 (Préservation et restauration), section 4, chapitre 8, l'exercice « Aigüisez votre regard sur les magasins » ou dans le module 10 (Bâtiments et locaux d'archives), section 1, Evaluation des connaissances, exercices « Aménagez vos magasins ».

³ Située dans les « Outils transverses », à gauche de chaque module.

la disposition des internautes des écrits fondamentaux, non accessibles en ligne sur d'autres sites, et susceptibles de compléter les modules de formation. Cette partie du portail est appelée aussi à s'enrichir dans les années qui viennent, notamment par des ressources en langues étrangères traduites en français. Il faut signaler qu'il est possible de s'abonner à des flux RSS pour suivre les actualités, les annuaires et le recueil de textes.

L'espace professionnel est le fruit d'une longue réflexion et d'expérimentations diverses. Après avoir abandonné l'idée d'un forum professionnel, le portail a d'abord mis à la disposition des formateurs en archivistique un espace « e-formation » en 2007. Pour tester ce nouvel outil, une action de préfiguration fut réalisée en mars-avril 2007 à Mulhouse, à l'université de Haute-Alsace, avec les étudiants de première année du master Sciences de l'information et métiers de la culture spécialité « archivistique » à l'appui du cours de diplomatie contemporaine. Ils réalisèrent un livre numérique ayant pour thème « les archives du citoyen », actuellement en ligne sur le portail¹. L'outil fut présenté à la journée des formations organisée par la Direction des archives de France le 29 mai 2007. Son principal intérêt était de pouvoir sortir des environnements numériques fermés des universités afin de faire dialoguer et travailler sur des projets communs des étudiants d'horizons divers, d'institutions différentes, voire de pays différents. Une présentation en anglais fut aussi faite à Marburg le 12 juin 2008 à la troisième réunion du *Network of North-Western European Archival Educators*². L'espace « e-formation » n'eut malheureusement pas le succès escompté et seule l'université de Haute-Alsace continua à l'utiliser. Plusieurs projets furent menés à l'appui des cours de diplomatie contemporaine et d'archivistique : en 2008 un travail sur les archives personnelles par les étudiants de première année de master et une étude sur les expositions virtuelles par ceux de deuxième année, en 2009 un autre travail sur les documents liés aux marchés publics. C'est à l'occasion de la migration du PIAF vers une nouvelle technologie, en 2009, que la décision est prise de créer un espace professionnel à part entière baptisé « e-archivistique ». Un nouvel outil de travail, Mahara, est proposé aux archivistes pour créer un réseau et former des groupes de travail collaboratif au-delà des frontières. Mahara est avant tout un gestionnaire de portfolios permettant à une personne de présenter en ligne son curriculum vitae et ses compétences à travers un ensemble de travaux : elle peut réunir en un dossier numérique (un e-portfolio)

¹ À l'adresse suivante : <http://www.piaf-archives.org/content/les-archives-du-citoyen>

² BRULEAUX (Anne-Marie), *The uses of PIAF and IT in teaching Archival Science*, [en ligne], Marburg, 12 juin 2008, diaporama, [réf. du 2 mars 2010], disponible sur : <http://www.naet-europe.org/PIAFPedagoMarburg.ppt>.

des textes, des pages en HTML, des images, des vidéos, des signets, et peut en afficher tout ou partie sous la forme d'une exposition qu'elle rend visible à tout le réseau ou seulement à certaines personnes. Il est également possible de créer un blog. Mais Mahara est aussi un outil permettant de construire un réseau social à l'instar de Facebook par exemple, de créer des groupes pouvant se doter de forums, mettre en commun des documents et les afficher dans une exposition. L'espace « e-formation » existe toujours : rebaptisé « e-pédagogie », il combine désormais l'utilisation d'une plateforme Moodle et Mahara et présente, comme principal avantage par rapport aux outils traditionnels des organismes de formation, l'ouverture vers l'extérieur. Ces deux espaces forment désormais le volet professionnel du portail : encore en cours de test, notamment par des archivistes africains, il est déjà à la disposition des internautes qui peuvent s'y inscrire très simplement. Ils font partie des nouveautés du PIAF qui, à travers la technologie du Web 2.0, a pour ambition une participation accrue de l'internaute.

En effet, afin de faciliter l'interaction entre le portail et l'internaute, considéré comme contributeur potentiel, toute une série de formulaires va être mise en ligne très prochainement : il sera possible de proposer des références pour la bibliographie ou l'annuaire, de nouveaux textes pour le recueil et des images ou des vidéos pour la galerie multimédia. Enfin et surtout, le portail a besoin de la collaboration de son public afin d'apporter aux cours une coloration encore plus internationale : les archivistes de tous les horizons sont ainsi invités à soumettre des commentaires, des études de cas, des retours d'expérience, voire à se proposer pour la rédaction ou la révision de modules.

Pour dresser un rapide bilan, on peut dire que le PIAF a rencontré son public et qu'il est aujourd'hui largement utilisé par les archivistes francophones. Néanmoins, au-delà de ce pari réussi, l'aventure n'est pas terminée et le projet demeure fragile. Pour garder sa fiabilité, le portail doit faire évoluer ses contenus. Le besoin de financement reste un souci constant : les subventions des pays fondateurs ne peuvent suffire et l'adhésion des personnes et des institutions à l'AIAP constitue un apport indispensable. Enfin et surtout, l'équipe du portail attend plus que jamais de son public qu'il participe activement à l'enrichissement et à la mise à jour de ses contenus.

Anne-Marie BRULEAUX
Maître de conférences à l'université de Haute-Alsace
Enseignant-chercheur du CRESAT
Anne-marie.bruleaux@uha.fr